

En France, une réindustrialisation encore fragile, malgré une politique volontariste

Un déficit commercial élevé, des ouvertures d'usines qui ne compensent pas les fermetures, une part d'emplois industriels encore peu importante... Plusieurs signaux d'alerte entachent la dynamique industrielle de ces dernières années, alors que s'ouvre, à partir de lundi, la « semaine de l'industrie » dans le pays.

Par [Bastien Bonnefous](#)

Le mercredi 8 novembre 2023 au matin, devant l'auditoire encore mal réveillé des Assises de l'industrie, événement organisé à Paris par l'hebdomadaire *L'Usine nouvelle*, **Bruno Le Maire s'enflamme** : « *Notre objectif est que l'industrie représente 15 % du PIB* [produit intérieur brut] ! » Cependant, le ministre de l'économie et des finances oublie de préciser à quelle échéance le gouvernement veut atteindre ce chiffre. Une prudence bienvenue, tant le bond envisagé est vertigineux.

En 1970, l'industrie représentait 20 % de la richesse nationale ; en 2022, sa part n'était plus que de... 9,5 %, selon les mesures de l'Insee. Une dégringolade symbolique du mouvement de désindustrialisation qui a frappé la France pendant plus d'un demi-siècle, avec près de 2,5 millions d'emplois détruits.

Le gouvernement espère reléguer aux oubliettes ce traumatisme national, étalé sur plusieurs décennies. Dans la foulée de la crise due au Covid-19, qui a révélé les pénuries nationales dans de nombreux secteurs stratégiques, l'exécutif a mis en place, en 2020, une nouvelle politique industrielle plus volontariste. Et il n'a de cesse d'en vanter le bilan.

Depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron, en 2017, environ 120 000 emplois industriels ont été créés et 314 usines sont sorties de terre, d'après le gouvernement. Il y voit le résultat de sa politique économique et sociale menée depuis six ans : réforme du marché du travail, baisse de la fiscalité, notamment des impôts sur les sociétés et des impôts de production, et discours probusiness en direction des investisseurs étrangers, reçus en grande pompe chaque année au château de Versailles dans le cadre de l'opération [Choose France](#).

« On est en train de mener une bataille essentielle pour le pays, c'est celle du plein-emploi et de la réindustrialisation. On a fait de nombreuses réformes et on a rattrapé notre retard », s'est félicité le chef de l'Etat, jeudi 23 novembre, de Chartres, où le laboratoire danois Novo Nordisk a annoncé un [investissement de 2,1 milliards d'euros](#) dans son site de production d'antidiabétiques.

« Le coût de la main-d'œuvre reste élevé »

Sauf que des nuages continuent de s'amonceler à l'horizon. Le déficit commercial de la France est toujours très élevé, à 54 milliards d'euros au premier semestre 2023, signe d'une santé industrielle toujours précaire. Dans l'Union européenne, l'Hexagone est seulement le 22^e pays sur 27 concernant la part des emplois industriels. Les nouveaux représentent moins de 10 % du total des emplois créés depuis 2017 (environ 1,3 million), et près de 60 000 sont toujours vacants, alors que l'activité ralentit et que le [taux de chômage](#) est remonté de 7,2 % à 7,4 % des actifs au troisième trimestre, selon l'Insee.

Quant aux quelque 300 ouvertures d'usine, elles sont loin de compenser les 600 fermetures recensées entre 2009 et 2017. Et la dynamique s'essouffle : après 124 usines créées en 2021, 95 ont été enregistrées en 2022 et seulement une trentaine depuis le début de 2023, selon les calculs du cabinet de recherches Trendeo. Ce coup de frein s'explique principalement par la flambée des prix de l'énergie, qui a contraint plusieurs sites à fermer ou à reporter leur ouverture.

Mis à part les « gigafactories » (usines géantes) de la « vallée de la batterie » électrique à Dunkerque (Nord), qui promettent d'embaucher des milliers de salariés au cours des prochaines années, l'industrie du futur, davantage robotisée et numérisée, sera moins pourvoyeuse en emplois.

« Les usines automatisées permettent de produire de nouveau en France, où le coût de la main-d'œuvre reste élevé, mais ne nous attendons pas à un retour massif des emplois », prévient le chercheur Pierre Veltz, membre de l'Académie des technologies. Trendeo estime que le nombre moyen d'emplois par nouvelle usine se situe entre 50 et 70.

« La France a pris le bon virage, mais, maintenant, il faut confirmer », reconnaît Roland Lescure, le ministre délégué à l'industrie, qui organise, du lundi 27 novembre au dimanche 3 décembre, la « semaine de l'industrie », avec plus de 5 000 événements de promotion dans le pays. « On a stoppé la désindustrialisation, mais la réindustrialisation reste fragile », résume Olivier Lluansi, ancien conseiller industrie de François Hollande à l'Elysée, aujourd'hui consultant au cabinet PwC et enseignant à l'Ecole des mines de Paris.

« Un vrai problème de mobilisation du capital privé »

Le gouvernement promet d'accélérer et de simplifier les installations d'usines avec la loi « industrie verte », promulguée en octobre. Il ouvre son carnet de chèques par l'intermédiaire de ses opérateurs comme Bpifrance ou la Caisse des dépôts : 54 milliards d'euros déployés sur cinq ans pour le plan d'investissement France 2030, 2 milliards d'euros depuis 2020 pour les dispositifs « Territoires d'industrie » afin d'aider au déploiement industriel dans les régions. Mais il exhorte aussi le secteur privé à prendre le relais, en finançant davantage la transition industrielle et environnementale.

Le rapport des économistes Jean Pisani-Ferry et Selma Mahfouz, publié en mai, note que 60 milliards à 70 milliards d'euros d'investissement seront nécessaires chaque année jusqu'en 2050 pour atteindre la neutralité carbone, dont au moins la moitié devra venir du privé. « On a un vrai problème de mobilisation du capital privé », reconnaît Eric Lombard, le PDG de la Caisse des dépôts.

Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance, le corrobore : « Depuis quelques années, il y a une volonté de réindustrialisation en France. Mais on commence à se heurter à un manque sérieux de capitaux privés. Les fonds d'investissement capables de mettre de gros tickets sur de nouvelles usines sont rares. Et les banques demandent souvent à être dérisquées par l'Etat. Sous le Second Empire [1852-1870] et dans les années 1930, quand on bâtissait l'industrie, c'était le capital privé qui était mobilisé, c'étaient Pereire, Fould, Delessert, la Banque de Paris, le Crédit du Nord... »

Les efforts publics français sont doublés par des initiatives de l'Union européenne, comme le plan « Net-Zero Industry Act », qui doit aider à la relocalisation sur le continent d'industries stratégiques et répondre à l'Inflation Reduction Act américain et à ses 400 milliards de dollars (374 milliards d'euros) d'argent public en dix ans pour inciter à la production aux Etats-Unis. Une mobilisation nécessaire mais insuffisante, pour l'économiste Elie Cohen, directeur de recherche au CNRS : « Les moyens financiers mis en France et en Europe sont trop faibles par rapport aux investissements américains ou chinois. C'est trop peu, trop tard. »

Le niveau de la dette française (plus de 3 000 milliards d'euros, soit 111,8 % du PIB au deuxième trimestre) inquiète de nombreux acteurs de la réindustrialisation, qui craignent que l'Etat n'ait plus les moyens de financer à l'avenir de nouveaux plans de relance ou d'investissement.

[Bastien Bonnefous](#)